

Les comptes de l'Assemblée nationale dérapent complètement

Par Laurent Fargues le 19.06.2021 à 09h44

🕒 Lecture 3 min.

ABONNÉS

Les déficits s'accumulent à l'Assemblée depuis 2017. La faute à des dépenses de fonctionnement en hausse et au gel très sévère de la subvention de l'Etat.



Hôtel de Broglie, Paris VII. Acquis pour 63 millions, il doit offrir 70 bureaux et salles de réunion aux députés. Après des travaux estimés à 23,3 millions.

📷 MBZT/CC

C'est un chantier qui n'en finit pas. Acquis fin 2016 pour 63 millions d'euros, l'Hôtel de Broglie, à deux pas de l'Assemblée nationale, devait offrir 70 nouveaux bureaux avec chambres et salles de réunion aux députés, dans un vaste espace de 6 000 mètres carrés. Problème, la découverte d'amiante, de plomb, et la crise sanitaire ont ralenti les travaux et substantiellement augmenté leur coût. Estimée à 20 millions d'euros au départ, puis à 22 millions fin 2019, la facture devrait finalement atteindre 23,3 millions d'euros... Sans que le bâtiment soit prêt avant 2023.

Les comptes de l'Assemblée nationale n'ont pourtant pas besoin de dérapage financier. Depuis 2017, ils sont dans le rouge à des niveaux jamais connus depuis plus d'une décennie. Avec un trou prévu à 43 millions d'euros en 2021, la chambre des députés risque même de s'approcher cette année de son record de 2017 (*voir graphique*). « *Il est habituel que les dépenses progressent fortement l'année de l'élection à cause des frais liés à l'arrivée des nouveaux élus*, remarque Marie-Christine Dalloz, députée LR et présidente de la commission de vérification des comptes de l'Assemblée. *Mais l'apparition d'un déficit structurel tout au long d'une législature est inédite et a de quoi inquiéter.* »

Plus de moyens

De fait, les dépenses de fonctionnement, qui pèsent quelque 95 % du budget, ont progressé en cinq ans. Lentement mais sûrement. Alors qu'elles s'élevaient à 506 millions d'euros en 2016, elles ont avoisiné les 522 millions en 2020 et auraient même dépassé les 527 millions sans les gains liés à la crise sanitaire (moindres déplacements des députés, séances restreintes, etc.). Et si le premier questeur LREM de l'Assemblée nationale, Florian Bachelier, qui tient les cordons de la bourse, affiche volontiers « *80 millions d'économies en quatre ans* », son calcul se base sur l'écart entre des dépenses prévisionnelles élevées et des dépenses finalement réalisées plus faibles. « *Une manière de comptabiliser un brin artificielle* », raille un connaisseur des finances du Palais-Bourbon.

Dans les faits, depuis 2017, les moyens alloués aux députés ont plutôt augmenté : hausse de 10 % de l'enveloppe pour salarier leurs assistants, passage de 900 à 1 200 euros du plafond de remboursement d'un loyer pour un pied-à-terre à Paris, augmentation de 15 % des crédits pour la téléphonie, les taxis ou le courrier. Tandis que, malgré les annonces, la nouvelle majorité n'a pas taillé dans la très généreuse masse salariale des 1 200 fonctionnaires de l'Assemblée, qui touchent en moyenne 7 743 euros brut mensuels, plus qu'un député (7 240 euros) ! « *La réforme de la fonction publique parlementaire n'a pas été abandonnée*, assure Florian Bachelier. *Nous avons augmenté la part des contractuels de 12 à 22 % et d'autres changements auront lieu d'ici à 2022.* »

Réserves financières

En attendant, l'Assemblée doit puiser plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année dans ses réserves pour boucler son budget. « *Ce n'est pas un fonctionnement pérenne*, reconnaît la députée LREM et questeuse Laurianne Rossi. *Il faudra augmenter à terme la dotation versée par l'Etat.* » Depuis 2012, par mesure d'exemplarité, cette enveloppe est en effet « gelée » à 518 millions d'euros et n'a même pas suivi la hausse des prix, ce qui représentait un manque à gagner de 40 millions annuels l'an passé. « *C'est un choix assumé de ne pas réclamer un euro de plus aux contribuables* », s'enorgueillit Florian Bachelier, qui rappelle que le Palais-Bourbon dispose toujours de 290 millions de réserves financières. De quoi éponger encore quelques années de déficits.

 5 RÉACTIONS

LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ

Challenge^s
L'économie de demain est l'affaire de tous

© Challenges - Les contenus, marques, ou logos du site challenges.fr sont soumis à la protection de la propriété intellectuelle.

Audience certifiée par  **ACPM**
LE TIERS DE CONFIANCE
LA VALEUR DES MÉDIAS